



Ce mardi 16 Décembre doit se tenir une séance du Conseil d'Administration de l'Université de Strasbourg. Le budget 2015 de l'UdS y sera soumis au vote des administrateurs. L'Assemblée Générale unitaire qui s'est tenue le jeudi 11 Décembre a appelé à une autre Assemblée générale aujourd'hui.

Assemblée Générale à midi dans l'amphi 5 du Le Bel.

Lors de cette AG, devrait être discutée l'éventualité d'une intervention au CA qui suivra voire du blocage de ce dernier.

SUD Education Alsace appelle tous les personnels et étudiants de l'UdS à participer à cette AG dont les enjeux sont cruciaux pour l'année à venir.

Rappelons à toutes et à tous que, lors du CA de décembre 2013, le budget avait été adopté alors même que notre ministère de tutelle avait notifié quelques jours auparavant que la dotation de l'Etat serait inférieure pour notre université de 3,8 M€ à celle inscrite dans le budget primitif. Or c'est sur ce dernier que les administrateurs s'étaient prononcés, pour qu'en fin de compte, en janvier 2014, le bureau de l'université décide de diminuer de 20% les crédits affectés à tous les services, toutes les composantes et unités de recherche (UFR, facultés, instituts, équipes d'accueil, unité mixte de recherche).

Qu'advient-il cette année du budget qui devrait être adopté mardi 16 décembre ? Pour la première fois, le budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche connaît une baisse en euros constants.

Le Groupe Jean-Pierre Vernant dénonce même une amputation qui s'élève à plus de 500 M€ (voir <http://www.groupejeanpierrevernant.info/>).

Nous pouvons donc nous attendre à ce que la dotation de l'Etat pour l'UdS soit inférieure à celle de l'année dernière et que les mêmes causes entraînant les mêmes effets, la direction en vienne à nous annoncer à nouveau une amputation budgétaire à la rentrée.

Dans ces circonstances, comment laisser voter un budget déjà placé sous le signe de la politique d'austérité tout en sachant qu'il devra certainement être revu largement à la baisse lorsque la dotation effective de l'Etat sera connue?

La seule solution est de réclamer, par la mobilisation de toutes et tous, personnels et étudiant-e-s que l'Etat assume ses responsabilités en matière budgétaire et donne aux universités les moyens de remplir leurs missions de service public d'enseignement et de recherche.